

La législation soviétique sur la religion et la liberté de conscience*

par Vladimir KOUROIEDOV

Les interventions en matière religieuse survenues au cours des années récentes ont toutes été conformes à la loi.

Justification des mesures prises contre Dimitri Doudko

Les tentatives faites sous couvert de religion pour mener des activités illégales sont l'objet d'une ferme condamnation de la part de la population elle-même. Ainsi, ce sont les paroissiens de l'église Saint-Nicolas du district de Orexov-Zuevskov (oblast de Moscou) qui ont récusé eux-mêmes le ministère du prêtre Doudko et l'ont chassé de son église à cause du contenu anti-social de sa prédication.

Que prêchait donc ce « pasteur » du haut de la chaire ? Voici, par exemple, ce qu'a déclaré E.-I. Kharitonov, président du staroste de l'église en question : « Lorsqu'on nous a envoyé ce prêtre, nous n'en voulions pas. Nous savions en effet qu'il avait déjà été expulsé de deux églises. Mais nous avons été apaisés par l'apparent repentir de Doudko. Il nous a convaincus et nous avons signé ensemble un contrat de travail. Au début, il a exercé son ministère comme il fallait. Mais par la suite, il se mit à lire des sermons. Il commençait dans le genre religieux, puis il passait à des sujets profanes. C'est ainsi qu'il se mit à déclarer que les vols intersidéraux étaient nuisibles et que les croyants devaient les avoir en horreur. Il brandissait la menace de la fin du monde. Sa marotte préférée était de dire toujours : on persécute les croyants et on les prive de leur emploi à cause de leur foi. »

Cet ecclésiastique s'emportait particulièrement contre le matérialisme

* Ce texte est extrait du chapitre IV (« La législation sur les cultes et la liberté de conscience en U.R.S.S. ») de l'ouvrage de V. KOUROIEDOV, *Religion et Église dans la société soviétique*, Moscou, Éditions de littérature politique, 1983. Émanant de celui qui était à cette date le responsable du Conseil pour les Affaires religieuses auprès du Conseil des ministres, ce texte présente ce qui était alors la position la plus officielle sur les problèmes religieux. Toutes les notes sont de la rédaction.

et l'athéisme. Doudko proclamait qu'en U.R.S.S. l'athéisme scientifique est « pire que la guerre et la peste », qu'il conduit « à la haine, à la méfiance, à la flagornerie et au carriérisme ». « De nos jours, affirmait Doudko, on ne peut être athée que par manque de lucidité. »

Doudko avait fort bien perçu que l'éducation athéiste de la population menée dans notre pays n'est pas une partie isolée, détachable de l'action idéologique ; elle se relie par des milliers de fils à la formation dispensée touchant l'internationalisme, le patriotisme, le travail, la morale, l'esthétique ; à l'éducation de tous les Soviétiques à la vision matérialiste du monde ; aux convictions communistes ; à l'affirmation d'une conscience optimiste ; au progrès de l'action sociale, à l'approfondissement des facultés de l'esprit, à l'élargissement des horizons, au renforcement des liens sociaux. Mais tout cela n'était pas du goût de Doudko. Ce n'est pas un hasard s'il était un propagandiste ardent de l'ascétisme. Rejetant les « biens de ce monde », il en vint à offrir en exemple les malades mentaux comme des héros authentiques. Il présentait la vie des ascètes comme agréable à Dieu, sous prétexte qu'ils refusent l'usage des biens terrestres au moment où tant de gens souffrent. « Qui d'entre nous, s'écriait, pathétique, ce prédicateur, peut s'élever à une telle hauteur ? Nous les regardons comme des êtres anormaux, sans voir que nous-mêmes nous nous battons avec acharnement les uns contre les autres pour des biens sans valeur. »

« La vertu suprême du chrétien, disait Doudko dans sa prédication, c'est la souffrance pour la foi et la recherche de cette souffrance. Ce monde grossier, tout entier, n'est qu'une bulle gonflée. En fin de compte, il ne peut que s'écraser, s'anéantir. Mais la vie est éternelle et, si l'épreuve est ici, la victoire est là-bas. Pour le christianisme, le martyr est l'exploit par excellence. »

Il est significatif que Doudko lui-même ne manquait jamais l'occasion de se vanter d'avoir été en prison. Il affirmait bien souvent : « Avoir été mis en prison est ma croix et aussi ma fierté. J'en suis fier aujourd'hui. Si je dois y retourner demain, j'en serai fier encore et je remercierai Dieu des épreuves qui me seront envoyées. »

Calomniant grossièrement notre action, Doudko se parait lui-même ni plus ni moins du titre de héros parce que, prétendait-il, il risquait chaque jour sa vie (!) et celle de sa famille.

La prédication de Doudko sortait donc largement des limites de celles d'un ministre du culte. Dans ses calomnies contre la situation de l'Église en U.R.S.S., contre la politique du Parti communiste d'Union soviétique et de l'Union soviétique vis-à-vis de la religion et de l'Église, Doudko faisait corps avec les milieux réactionnaires étrangers, hostiles à notre pays, qui s'emploient à attiser les sentiments antisoviétiques. C'est pourquoi, en Occident, Doudko a été mis sur le pavois comme « un combattant, un martyr de la foi en Christ ». Ce n'est pas un hasard si ses sermons ont été publiés à Paris¹.

1. Dimitri DOUDKO, *L'espérance qui est en nous. Entretiens de Moscou*. Traduit du russe par Anne et Stéphane TATISCHEFF, Paris, éd. du Seuil, 1976, 267 pp. Cf. *Istina*, XXI (1976), pp. 307-316.

« Incompris » des croyants, chassé par eux à plusieurs reprises de sa paroisse, ce « pasteur » s'est de plus en plus déchaîné et s'est spécialisé dans la calomnie contre l'Union soviétique et dans la provocation.

En fin de compte, mis en face de ses responsabilités, Doudko a cependant pleinement reconnu sa culpabilité. Il a condamné son action antisoviétique et a promis d'y renoncer à l'avenir. Dans sa déclaration devant la presse, Doudko a fait remarquer : « Je comprends quel mal j'ai causé à mon pays et à mon Église. Je reconnais en même temps de quelle longue patience le pouvoir soviétique a fait preuve envers moi, combien il m'a ménagé, s'est montré accommodant et combien de fois il a cherché à me mettre sur la voie de la vérité. (...) Je renonce à tout ce que j'ai fait ; je considère ma prétendue lutte contre l'athéisme comme une lutte contre le pouvoir soviétique. Mon activité a revêtu un caractère d'autant plus antisoviétique qu'elle a été au début fomentée de l'étranger et par la suite dirigée pour l'essentiel de là-bas. » En conclusion de sa déclaration, Doudko s'est adressé à ceux qui partageaient ses idées, pour leur demander de se « conformer aux lois de notre pays (...) car on a vite fait de devenir un renégat » alors que « nous devons nous unir tous et œuvrer avec nos dirigeants et notre peuple, ceux qui nous ont été donnés par Dieu et devant lesquels nous sommes tous responsables »².

Doudko a également adressé une lettre ouverte au Patriarche de Moscou et de toutes les Russies, Pimène. Dans cette lettre, il a exprimé le regret de ne pas s'être adressé plus tôt à lui avec repentir, mais « visiblement, il a plu ainsi à Dieu, afin que je dompte mon orgueil enraciné en moi depuis de longues années, un orgueil dont personne n'a pu venir à bout, comme si c'était seulement pour que je fasse moi-même l'expérience de mon opprobre. Me voici à présent retourné à la poussière et personne n'en porte la faute si ce n'est moi-même ». Doudko demande pardon au Patriarche : « J'ai tenté de vous apprendre que vous ne suiviez pas le chemin qu'il faudrait suivre. Mais si vous suivez précisément ce chemin, c'est parce que vos prédécesseurs s'y étaient engagés. (...) Toute autre voie ou bien se résout tout simplement en tapage ou bien se transforme en politicaillerie. C'est là que je me suis laissé entraîner et je m'en repens profondément. (...) Pardonnez-moi tous mes actes déraisonnables, toutes les offenses et tous les malheurs que je vous ai causés, ainsi qu'à mes fils spirituels et à tous les croyants, pour ne pas parler de la honte que j'ai occasionnée à ma patrie, en étant poussé par l'amour-propre. J'en ressens aujourd'hui toute la honte »³.

La lettre souligne notamment : « Je n'ai pas observé le commandement évangélique : toute autorité vient de Dieu. Aujourd'hui, c'est pour cette raison que je suis traduit en jugement, comme cela s'impose. Oui, en effet, je suis coupable devant l'autorité soviétique et non pas seulement devant une autorité quelconque, mais devant celle sous laquelle a été rétabli le Patriarcat, supprimé par le tsar Pierre I^{er}, lequel se considérait comme le champion de l'Orthodoxie »⁴.

2. Cf. *Istina*, XXVI (1981), pp. 196-199, *passim*.

3. Cf. *ibid.*, pp. 194-195.

4. Cf. *ibid.*, p. 195.

On trouve un jugement sur l'activité de Doudko dans les réactions du clergé et des croyants à la suite de ses lettres de repentir. Dans ces réactions, on souligne en particulier : « Doudko est un clair exemple de ce qui peut arriver à un homme lorsqu'il se détache du peuple, s'isole du troupeau. » Voici une déclaration caractéristique à cet égard, celle d'un archiprêtre de l'Église russe orthodoxe, pour qui « Doudko, par ses actions illégales, a gravement outragé les sentiments des vrais enfants de l'Église (...). Le prêtre Doudko a donné l'occasion de diffamer le saint nom de notre Église dans toutes les publications étrangères qui défigurent de manière calomnieuse notre activité socialiste, en particulier celles à qui déplaisent les acquisitions de la fraternité socialiste éprise de paix. Par ses erreurs, il a permis à ces mêmes propagandistes, mettant à profit ses idées, d'alerter l'opinion publique mondiale sur une persécution imaginaire des croyants dans notre pays. Tous les chrétiens orthodoxes ont appris avec douleur que la propagande occidentale, se servant des mensonges de ce prêtre, a répandu encore davantage de noires colomnies, et, en conséquence, a semé la méfiance à l'égard de toutes les manifestations de la vie de notre sainte Église parmi les croyants du monde entier ».

Pour quelle raison, se demande le desservant de la cathédrale de Rostov-sur-le-Don, garde-t-on dans l'Église de tels renégats ? On peut en trouver la réponse dans la Sainte Écriture : « Ils sont sortis de nous, mais ils n'étaient pas des nôtres »⁵.

Les aveux de Regelson et Kapitantchouk.

Après Doudko, deux activistes laïcs orthodoxes se sont reconnus pleinement coupables d'avoir systématiquement mené une propagande antisoviétique, dans le but de porter préjudice au pouvoir soviétique et de l'affaiblir : il s'agit de L. L. Regelson et V.A. Kapitantchouk, qui ont été proclamés en Occident, tout comme Doudko, « héros du front religieux en U.R.S.S. ». Leur procès a démontré qu'ils avaient rédigé, reproduit, diffusé auprès de leurs amis et expédié à l'étranger des documents et du matériel contenant des élucubrations calomnieuses dénigrant le régime politique et social soviétique ; qu'ils entretenaient des liens criminels avec des correspondants étrangers et des émissaires des centres subversifs à l'étranger, qui se rendent en U.R.S.S. sous couvert de tourisme ; qu'ils avaient diffusé divers documents antisoviétiques calomnieux et se livraient à des déclarations calomnieuses, avec l'aide de la propagande impérialiste, afin d'alimenter des campagnes antisoviétiques et anticommunistes en Occident.

Les lettres, messages et appels élaborés, reproduits et diffusés par Kapitantchouk et Regelson défiguraient la politique intérieure et extérieure du régime soviétique, falsifiaient la pratique du régime socialiste dans notre pays, renfermaient des appels au renversement du régime de l'U.R.S.S. et souhaïtaient l'ingérence de l'Occident dans les affaires intérieures de l'Union soviétique. On y affirmait calomnieusement que les ministres du culte et les

5. Mises au point : *ibid.*, pp. 200-211.

croissants de notre pays sont persécutés pour leurs convictions et que le gouvernement se livre à une « discrimination religieuse » officielle. Ils déformaient de manière insidieuse la politique du gouvernement soviétique et du Parti communiste en ce qui concerne la religion et l'Église, la constitution de l'U.R.S.S., la législation sur les cultes religieux, et ils falsifiaient l'action des organes du pouvoir soviétique.

S'étant reconnus eux-mêmes coupables d'activité antisoviétique, activité étroitement liée au travail subversif des centres et des dissidents antisoviétiques à l'étranger, Kapitantchouk et Regelson se sont repentis et ont renoncé à leurs agissements.

Kapitantchouk a adressé une lettre ouverte au Congrès des États-Unis. Il y écrivait : « Dès 1976, je me suis occupé activement de ce qu'on appelle l'activité dissidente. Avec le prêtre Gleb Yakounine et d'autres personnes partageant les mêmes idées, j'ai rassemblé et envoyé à l'étranger, à l'adresse du Congrès et personnellement au président Carter, des informations sur la situation des croyants en U.R.S.S. Ces informations contenaient des témoignages non vérifiés, revêtaient visiblement un caractère tendancieux, qui était le résultat d'un a priori négatif dans notre interprétation de l'activité soviétique. » Kapitantchouk montre plus loin à quel point la propagande occidentale — les radios, les journaux, les différents centres et organisations antisoviétiques, certains organes gouvernementaux des États-Unis — étaient avides de cette information « sensationnelle ». Il signale « l'obole non négligeable » qu'avait accordée pour la diffusion de ces informations le « Centre de recherche de Washington », dont le rédacteur en chef se trouve être un individu spécialisé dans ce confortable *business*, G.S. Déikine, ainsi que des publications antisoviétiques de l'étranger comme *Posiev* (Semailles), *Khronika Press*, *Rousskaya Mysl* (La pensée russe), etc.

Il fait remarquer que son activité n'avait pas échappé à l'attention de la « Commission sur la sécurité et la coopération en Europe » créée par le Congrès des États-Unis, commission qui s'était donné pour tâche de surveiller l'application en U.R.S.S. des Accords d'Helsinki ; que le sénateur Henry Jackson, bien connu pour ses sentiments hostiles à l'U.R.S.S., avait exprimé sa « reconnaissance » après avoir reçu des documents « sensationnels ».

Toutes ces publications, ces radios, ces organisations et ces personnes, se cachant sous le masque d'œuvres de « bienfaisance », sont en fait les instruments d'une large campagne antisoviétique animés par l'esprit de la « guerre froide » et visant à s'ingérer dans les affaires intérieures de notre pays.

« Une telle activité, écrit Kapitantchouk, aurait été impossible si le Congrès et le président des États-Unis en personne ne s'étaient pas intéressés aux problèmes de l'amélioration des relations mutuelles entre nos gouvernements et nos peuples, et s'ils n'avaient pas imaginé d'absurdes légendes sur "le danger soviétique", s'ils n'avaient camouflé leur activité, tout entière politique, sous le slogan de "défense des droits de l'homme", selon une ligne qui leur convient, alors qu'ils ne l'observent aucunement dans leur propre pays. »

Plus loin, Kapitantchouk porte un jugement sur son activité « dissidente » et les agissements de ceux qui partageaient ses idées sur le plan religieux. Il reconnaît que cette activité est en contradiction avec « l'effort chrétien vers la vérité, et donc vers l'objectivité, vers l'absence de préjugés et la rectitude. J'ai compris que mon activité antisoviétique s'explique par le fait que j'ai suivi aveuglément des gens éloignés du christianisme. » L'auteur cite les paroles du Patriarche de Moscou et de toutes les Russies, Tykhon, qui, dans les premières années qui suivirent la révolution, avait exprimé ainsi l'essence des relations qui doivent exister entre les chrétiens et le pouvoir soviétique : « Ne pas pécher contre la foi et l'Église, ne permettre aucune atteinte et aucune compromission dans le domaine de la foi, sur le plan civique être fort dans les rapports avec les autorités soviétiques et travailler pour le bien général. » « Est-ce que je suivais cette voie ? » demande Kapitantchouk. « Aucunement... Je puis affirmer, écrit-il, que j'ai été arrêté pour avoir accompli des actions concrètes de nature criminelle et non pour mes convictions religieuses. Dans notre pays, nul ne peut être arrêté... pour ses convictions religieuses, puisque la liberté de conscience est proclamée par la Constitution de l'U.R.S.S. » On lit dans la conclusion de sa lettre : « Ayant reconnu le caractère de mon activité criminelle et les conséquences auxquelles elle m'a conduit, je la condamne et considère qu'il est inconcevable que je la poursuive désormais... En tant que l'un des auteurs des documents signés par moi, j'interdis personnellement de manière catégorique leur utilisation à des fins hostiles à l'Union soviétique, à qui que ce soit et où que ce soit, y compris au Congrès des États-Unis. »

Le repentir de Doudko et de ceux qui partageaient ses idées a été, pour nos adversaires idéologiques, comme l'éclatement d'une bombe de forte puissance. En effet la propagande bourgeoise avait trouvé en eux des « héros du front religieux en U.R.S.S. ». L'effet explosif provoqué par les aveux de ces renégats a été encore renforcé par le fait que les juges soviétiques, tenant compte du repentir de Kapitantchouk et de Regelson, les ont condamnés avec sursis⁶. Comme on le sait, Doudko reçut alors un poste de prêtre dans l'une des églises de la périphérie de Moscou⁷.

La condamnation de Gleb Yakounine.

Ainsi, une fois de plus, s'est effondré l'espoir nourri par les agents spéciaux et les organes de propagande de l'Occident, de trouver dans les rangs de l'Église un soutien pour la lutte contre le gouvernement soviétique. Toutes les tentatives de ce genre sont vouées à l'échec. La propagande occidentale hostile doit aujourd'hui faire fond sur des personnalités compromises. Ainsi, au nombre des « grands martyrs », la propagande bourgeoise a mis l'ancien prêtre Gleb Yakounine, chassé du ministère par le Patriarche dès 1966 pour activité négative et infraction à la discipline de l'Église⁸. « Nous voyons en Yakounine, écrivaient les paroissiens de l'église de Moscou

6. Cf. *ibid.*, pp. 212-213.

7. Cf. *ibid.*, p. 208, une mise au point de cette affirmation.

8. Cf. *Istina*, XI (1965-1966), pp. 398-468.

“Netchayannaya Radost”, non pas un pasteur de Dieu, mais un homme mal intentionné qui prenait le temple divin pour une source d’enrichissement matériel sans travail pénible. Pour quelle raison Yakounine est-il devenu prêtre ? Par goût du lucre, pour semer la discorde. Il ne s’intéresse qu’aux icônes, aux vases sacrés de l’église, il spéculait sur eux. Quant on connaît la vie de Yakounine, il n’est pas question de l’appeler un grand martyr. C’est un escroc. Nous demandons qu’on nous en débarrasse. »

Alors l’ex-pasteur a décidé d’expérimenter ses capacités dans le domaine de l’activité antisoviétique où, comme il l’estime lui-même, il a connu des succès certains, se comparant sans modestie excessive à celui qui « a porté sa croix sur le Golgotha et a été humilié et rejeté par les hommes ». Il noua des liens avec le rédacteur en chef du « Centre de recherches de Washington » et adressa à ce Centre, par des canaux illégaux, de même qu’à d’autres repaires antisoviétiques à l’étranger, des documents et des matériaux calomnieux. C’est ainsi que le « Centre de recherches de Washington » a publié et diffusé en Occident plus de dix recueils de documents et de matériaux critiquant le régime politique et social de l’Union soviétique. Dans ces recueils, Yakounine accumulait les calomnies sur la Constitution de l’U.R.S.S. et la législation soviétique sur le culte, déformait les fondements du régime social, de la politique intérieure et extérieure de l’Union soviétique, diffamait les principes d’organisation et les objectifs de l’État socialiste multinational, dénigrait le caractère démocratique de la société socialiste avancée, se livrait à de grossières attaques contre les droits constitutionnels, les libertés et les devoirs des citoyens soviétiques. Dans les matériaux concoctés par Yakounine, il est particulièrement affirmé que l’U.R.S.S. exerce des poursuites criminelles non pour des crimes effectifs, mais pour des convictions politiques et religieuses ; que contre des personnes précises s’exerce une « répression psychiatrique » en raison de leurs convictions ; que le pouvoir politique en Union soviétique serait un régime « totalitaire ». Il calomniait la politique de l’État soviétique et du Parti communiste en ce qui concerne la religion et l’Église et incitait à fonder sur le territoire de l’U.R.S.S. des Églises de catacombes et des hiérarchies clandestines.

Yakounine élaborait pour la propagande occidentale des « recommandations » visant à mener des actions hostiles à l’égard de l’U.R.S.S., une propagande anticommuniste plus effective, la transformation des XXII^{es} Jeux Olympiques en particulier en un « forum de protestation » dans le but de discréditer les fondements démocratiques de la société soviétique. L lançant un appel à l’Occident, Yakounine engageait celui-ci à s’ingérer dans les affaires intérieures de l’Union soviétique, à « modifier » les lois soviétiques, notre ordre juridique. Avec Regelson il en était arrivé au point d’envoyer un télégramme aux catholiques du Portugal où il les « priait » de ne pas modifier l’ordre ancien qui était valable, de ne pas faire la révolution.

L’activité de Yakounine n’avait donc rien à voir avec la prédication de la foi et l’exercice du culte. Il a été condamné pour des actions criminelles précises qu’il avait commises. Le clergé et les fidèles de notre pays comprennent cela fort bien. Dans des centaines de lettres, ils condamnent l’acti-

vité des activistes, les taxant de calomniateurs et de renégats, déclarant leur loyauté à l'État soviétique exprimant leur reconnaissance pour la possibilité qui leur est donnée de vivre en plein accord avec leurs convictions religieuses⁹.

Les catholiques de Lituanie et l'action du Vatican

Dans l'Église catholique, en particulier en Lituanie, certains prêtres s'efforcent d'inciter les croyants à réclamer pour l'Église le rétablissement de libertés illimitées. Des prêtres fanatiques ont suscité la parution d'une revue, *Chronique de l'Église catholique de Lituanie*, qui publie du matériel de caractère antisoviétique. Dans leurs sermons, certains ecclésiastiques catholiques de tendance extrémiste invitent leurs fidèles à ne pas participer à la vie sociale, calomnient les professeurs, les fonctionnaires du Parti et des Soviétiques. Ils forment et ordonnent illégalement des prêtres qui, en règle générale, ont fait l'objet de répression dans le passé pour activités hostiles au peuple.

Il est significatif que ces activités illégales soient soutenues par le Vatican. Le Vatican s'efforce d'influencer la formation politique et la vie des catholiques dans les pays socialistes, y compris dans notre pays. Il présente la religiosité sans frontières comme la condition qui permet de résoudre tous les problèmes contemporains. Les idéologues catholiques déclarent que les difficultés sociales, politiques, économiques de notre époque ne peuvent être résolues que par l'évangélisation des peuples. Le concept d'« évangélisation » englobe l'élargissement des droits du catholicisme, le renforcement du statut de l'Église catholique et de son influence sur la vie sociale.

Le Vatican participe activement à la campagne de propagande bourgeoise pour la « défense des droits de l'homme ». Les « droits de l'homme » constituent le leitmotiv permanent de l'actuelle activité idéologique du Vatican. Le but recherché est en l'occurrence de discréditer le régime socialiste et la possibilité d'un système socialiste pour la sauvegarde des droits de l'homme, et de rendre à l'Église le rôle de gardienne de ces « droits ».

Les touristes qui viennent en U.R.S.S. se voient confier la tâche d'enflammer les mentalités extrémistes et de pousser les croyants à entrer en conflit avec les organes du pouvoir politique. C'est par leur intermédiaire et par d'autres canaux en provenance du Vatican qu'est organisée l'introduction en U.R.S.S. de littérature non seulement religieuse, mais antisoviétique, et que sont diffusées des inventions de genres divers qui revêtent un caractère d'agressivité.

Les émissions du principal moyen de communication de l'Église catholique, Radio-Vatican, sont saturées d'affabulations calomnieuses contre la société et l'État soviétiques. Le 18 février 1980, par exemple, dans une émission radiophonique à destination de la Lituanie, on a pu entendre, de la bouche de Mgr A. Backis, adjoint du secrétaire du Conseil pour les affaires publiques, la déclaration provocatrice que voici : « ... Nos frères qui sont

9. Cf. *Istina*, XXVI (1981), pp. 389-432.

dans la patrie (Backis est d'origine lituanienne) ont été privés de la liberté, des droits fondamentaux de l'homme ; ils sont isolés du monde, terrorisés. » Il a encouragé les auditeurs à leur manifester chaque jour leur assistance morale, à aider le peuple lituanien « souffrant ».

Avec les autres instruments de propagande bourgeoise, Radio-Vatican s'efforce d'enfoncer un coin dans les relations entre les différentes nations d'U.R.S.S. Ainsi, le 2 novembre 1979, dans une émission de Radio-Vatican, on a pu entendre ce qui suit : « C'est là où les Russes sont les plus nombreux que l'on constate le plus grand nombre d'attentats criminels. Si nous savions quels crimes horribles sont commis en Lituanie, bien des gens s'évanouiraient... »

Les émissions de Radio-Vatican en langue lituanienne glorifient les bandes nationalistes qui ont exercé leur activité sur le territoire lituanien dans les premières années de l'après-guerre, et la jeunesse est invitée à suivre leur exemple. Le 16 février 1980, dans une émission spéciale destinée à la jeunesse, on a pu entendre ceci : « D'innombrables exemples tirés de l'histoire montrent qu'il vaut mieux pour l'homme de sacrifier sa vie plutôt que d'accepter l'esclavage spirituel. N'est-ce pas ces pensées qui ont animé les partisans lituaniens qui sont morts après la Seconde Guerre mondiale ? ... Chers jeunes, votre devoir, et notre devoir, c'est d'être spirituellement forts. »

La majorité des émissions de Radio-Vatican regorge de toutes sortes d'inventions sur la situation de la religion et de l'Église en Lituanie. On raconte que, ces dernières années, en Lituanie, « aucun ouvrage à contenu religieux n'a été édité » (11 février 1980) ; on y parle de l'« extirpation du catholicisme par les autorités athéistes », de l'« anéantissement physique » des prêtres, « inébranlables combattants de la foi et des droits de l'homme ».

Toutes ces insinuations sont encouragées et officialisées par la direction du Vatican. Le 5 février 1980, a été transmise une information selon laquelle le Pape a visité les installations de Radio-Vatican et, se trouvant dans la « section lituanienne », a déclaré que Radio-Vatican est un « moyen puissant pour la transmission de l'Évangile »¹⁰.

Les Ukrainiens, « uniates et réactionnaires ».

Le Vatican soutient les milieux réactionnaires uniates et approuve leurs prétentions nationalistes. Ainsi, dans son message du 19 mars 1979 au cardinal Slipyj, le Pape glorifie l'archevêque de Lvov, chef de l'Église uniате, témoigne de son estime « à l'Église catholique de rite ukrainien », autrement dit à l'Église uniате qui a depuis longtemps cessé d'exercer son activité en U.R.S.S., et qui s'est compromise en collaborant avec les occupants fascistes allemands. Rappelant les « souffrances » de cette Église, et nommant celles de Slipyj, il célèbre les louanges de l'uniatisme comme l'une des formes de lutte contre le communisme¹¹.

10. Cf. « Documents sur la situation de l'Église en Lituanie de 1977 à 1983 » dans *Istina*, XXIX (1984), pp. 264-322. On peut y lire notamment le texte, réservé à l'usage officiel, de l'*Instruction du gouvernement aux organes de la police*, qui révèle le mode d'ingérence des agents soviétiques dans les activités de l'Église.

11. Cf. *Istina*, XXVII (1982), pp. 364-368.

Dans les milieux de l'émigration ukrainienne en Occident, la décision du Synode de Lvov en 1946 de liquider l'Union de Brest de 1596 et de ratifier la réunion des anciens grecs-catholiques avec l'Église orthodoxe russe suscite de nos jours encore de grossières attaques et la tentative de la discréditer. On souligne particulièrement la prétendue irrégularité juridique du Synode, sous prétexte qu'aucun (!) évêque n'y était présent¹². Pourtant, dans l'ouvrage *Journal du Synode de l'Église grecque-catholique du 8 au 10 mars à Lvov*, Lvov, 1948, p. 28, il est écrit : « Nul n'ignore que le Synode n'a pu se tenir sans la participation d'évêques et, qui plus est, d'évêques sortant de son propre clergé. » A l'époque du Synode, l'Église uniate comptait trois diocèses en Galicie ; deux évêques étaient à la tête de la réunion avec l'Orthodoxie et ont participé au Synode. La canonicité du Synode de Lvov est reconnue par l'Église russe orthodoxe, l'épiscopat, le clergé et les fidèles de toutes les éparchies de l'Ukraine occidentale ; le Synode est également reconnu par les présidents de toutes les Églises orthodoxes locales. Cela n'empêche pas les réactionnaires de l'étranger de continuer à rêver de la résurrection de l'Église uniate en Ukraine.

Ainsi, à la fin de 1980, s'est réuni à Rome le premier « Synode des évêques ukrainiens », dirigeants de l'Église uniate ukrainienne à l'étranger. Des représentants du Canada, des États-Unis, d'Argentine et du Brésil, d'Autriche et de quelques autres pays d'Europe occidentale y ont participé. Et, de nouveau, le leitmotiv de ce Synode a été l'affirmation répétée que la décision du Synode de Lvov en 1946 était illégale. Les participants de ce « Synode », qui ne représente effectivement personne dans notre pays, ont déclaré la « fidélité à Rome de l'Église ukrainienne ».

Il ne faut pas être grand clerc pour voir que toutes les tentatives destinées à ressusciter l'Église uniate en U.R.S.S. poursuivent un unique objectif : enfoncer un coin dans les relations entre les peuples de l'Union soviétique. Il ne faut pas non plus être prophète pour comprendre que ces tentatives sont, cela va sans dire, vouées à l'échec. Le peuple ukrainien, uni au peuple russe frère et à tous les peuples de notre pays, renforce la puissance de sa patrie par un travail plein d'abnégation, construit une vie nouvelle et heureuse, une unité et une amitié qui, vérifiées par les épreuves et par le temps, sont indestructibles.

La propagande réactionnaire et le Vatican multiplient leurs attaques contre l'athéisme, contre la vision du monde scientifico-athéiste, regardant celle-ci comme une forme originale d'« asservissement » de l'homme. Falsifiant les principes de liberté de conscience en U.R.S.S., ils font sonner à coup de trompe les « plus douloureuses persécutions de toute l'histoire », déclenchées contre les catholiques dans notre pays, l'« athéisation forcée » de la population de Lituanie, de Lettonie, d'Ukraine et de Biélorussie, le « réveil religieux » et la « vague de nationalisme » dans ces républiques.

Toutes ces affirmations sont des calomnies. Le président du Comité international de la Conférence de Berlin, membre du Praesidium de l'Union

12. Cf. « Nouveaux documents sur le Sobor de Lviv (8-9 mars 1946) » dans *Istina*, XXX (1985), pp. 347-350.

chrétienne démocrate (D.D.R.), O.G. Fuchs, a notamment déclaré, à la suite d'une visite en U.R.S.S. en 1978 : « Je me suis rendu pour la première fois en Lituanie en 1973. Je voudrais faire remarquer que, cinq ans après cette visite, se sont produits en Lituanie des changements extrêmement positifs. Dans la capitale Vilnius et dans la deuxième ville de Lituanie, Kaunas, d'agréables quartiers d'habitation ont été construits et, en même temps, de nombreux monuments architecturaux, dont des églises catholiques..., ont été restaurés. Ainsi la cathédrale de Kaunas a été entièrement restaurée et elle présente un aspect particulièrement magnifique. La situation s'est considérablement améliorée dans le séminaire de Kaunas où le corps professoral peut enseigner et éduquer plus commodément et où les élèves peuvent mieux vivre et étudier¹³. Ces mesures concrètes montrent que, en U.R.S.S., il existe pour l'Église catholique de bonnes conditions... La Constitution garantit la liberté de religion et les autorités locales veillent étroitement sur les principes de la loi fondamentale. » De son côté, le président de la section italienne de la Conférence de Berlin des catholiques a déclaré : « Je voudrais souligner que, aux yeux d'un Italien, la situation des catholiques en Union soviétique apparaît très bonne. Le clergé catholique en Lituanie travaille activement et avec succès. Les croyants disposent de tout le nécessaire pour remplir leurs obligations. »

Le marxiste américain, B. Gannet, a fait remarquer à juste titre : « Aucun aspect de la vie soviétique n'a été aussi calomnié et dénigré que celui des rapports entre l'État soviétique, la religion et l'Église. » Les affirmations des falsificateurs bourgeois de la politique de l'État soviétique à l'égard de la religion et de l'Église, concernant l'« extirpation par la force » de la religion en U.R.S.S., et le fait que les méthodes administratives de lutte contre la religion seraient élevées dans notre pays au rang de politique d'État, sont dépourvues de réalité. Nous comprenons bien que la religion est une manifestation sociale complexe, qui a de profondes racines sociales et gnoséologiques. La rebuffade, l'interdiction, la pression administrative sont des moyens impropres dans la lutte contre l'idéologie religieuse.

Conclusion.

Les « soviétologues » occidentaux spécialisés dans la calomnie à l'égard de la politique du Parti communiste d'U.R.S.S. et de l'État soviétique s'efforcent ainsi d'induire en erreur l'opinion publique internationale. Les campagnes provocatrices auxquelles on assiste actuellement en Occident sur les droits de l'Église prétendument bafoués en U.R.S.S. ne sont pas une nouveauté. La formule éculée selon laquelle les croyants sont « persécutés » est tournée systématiquement en propagande antisoviétique, antisocialiste.

Au cours d'un entretien avec le correspondant de la revue berlinoise *Freie Welt*, celui-ci a posé au Patriarche de Moscou et de toutes les Russies, Pimène, la question suivante : « Comment réagissez-vous devant les affir-

13. Plusieurs documents, datant de 1980 et 1981, sur le Séminaire de Kaunas révèlent d'autres aspects de la situation. Cf. *Istina*, XXIX (1984), pp. 294-301.

mations des "soviétologues" occidentaux, selon lesquelles l'Église en U.R.S.S. serait en butte à la persécution ? » Le Patriarche a répondu : « Une telle déclaration ne peut s'expliquer que par une méconnaissance des faits véritables de la vie religieuse en U.R.S.S. ou par leur déformation voulue. Ceux, de plus en plus nombreux, qui s'intéressent à la vie de notre Église, sont convaincus que la religion a, dans notre pays, des conditions d'exercice normales. »

Il faut par ailleurs savoir qu'à l'origine des jugements circulant en Occident sur « l'Église persécutée » en U.R.S.S., il y a les campagnes orchestrées par certains milieux ennemis de notre patrie qui tentent d'imposer des idées stéréotypées conçues à l'époque de la guerre froide sur la « difficile » situation de la religion dans la société socialiste. Ils cherchent ainsi à faire obstacle au progrès de la détente entre des États qui ont des régimes socio-politiques différents. Bien entendu, la réaction des membres de l'Église russe orthodoxe, ainsi que des autres croyants d'U.R.S.S., consiste à opposer une nette désapprobation à de semblables tentatives.